

PAR COURRIEL

Québec, le 23 février 2024



N/Réf. : DA2324-56

Objet : Votre demande en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1)



Par la présente, nous donnons suite à votre demande reçue le 5 janvier 2024 visant à obtenir:

1. « La somme totale octroyée dans le cadre du programme de primes au bogues du gouvernement du Québec lancé en 2022, avec un ventilé pour chaque année. (2022 et 2023). De plus, j'aimerais aussi savoir combien de participants ont pris part au programme;
2. Les trois participants ayant remporté les sommes les plus importantes (en \$);
3. Le nom des ministères et organismes participants au programme en date du 5 janvier 2024 et leur date d'adhésion au programme;
4. Le nom de l'ensemble des organismes publics qui doivent se joindre au programme d'ici le 31 décembre 2026 selon l'Arrêté ministériel concernant le programme de prime aux bogues PFC : (No de référence : MCN-AN 2023-01). »

Nous répondons à votre demande point par point :

En réponse au point 1, vous trouverez, ci-dessous, les sommes octroyées en 2022 et 2023 dans le cadre du *Programme de prime aux bogues* du ministère de la Cybersécurité et du Numérique :

- En 2022 : 7 900 \$ US
- En 2023 : 2 300 \$ US

Il n'est pas possible de quantifier le nombre de chercheurs de la communauté ayant tenté d'identifier des vulnérabilités sur les actifs informationnels mais nous pouvons confirmer que 131 chercheurs ont soumis des rapports depuis le lancement du programme.

...2

Concernant le point 2, les sommes sont versées directement au prestataire de service, YesWeHack, et ce dernier transmet les primes au chercheur concerné pour chacune des vulnérabilités confirmées et corrigées par l'organisme public. Toutefois, il est possible, à partir de la [plateforme YesWeHack](#), de prendre connaissance des trois participants ayant cumulé le plus haut pointage.

Concernant le point 3, vous trouverez, ci-dessous, la liste des ministères et organismes participants au programme dont au moins un actif informationnel a été intégré en date du 5 janvier 2024. La participation est obligatoire pour tous les organismes publics, ainsi il n'y a pas "d'adhésion avec une date".

- Ministère de la Cybersécurité et du Numérique;
- Sûreté du Québec;
- Université du Québec en Outaouais;
- Ministère de la Famille;
- Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail;
- Office de la protection du consommateur;
- Ministère de l'Enseignement supérieur;
- Tribunal administratif de déontologie policière;
- Conseil du statut de la femme;
- Ministère des Relations internationales et de la Francophonie;
- Ministère de la Santé et des Services sociaux;
- Unité permanente anticorruption.

Concernant le point 4, vous trouverez, en pièce jointe, le nom de l'ensemble des organismes publics qui doivent se joindre au programme d'ici le 31 décembre 2026 selon l'Arrêté ministériel concernant le *Programme de prime aux bogues (MCN-AN 2023-01)*.

Conformément à l'article 51 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, chapitre A-2.1)*, nous vous informons que vous pouvez demander la révision de cette décision auprès de la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la présente. À cet effet, vous trouverez, ci-joint, le texte de l'article précité ainsi qu'une note explicative concernant l'exercice de ce recours.

Nous vous prions d'agréer, [REDACTED], nos salutations distinguées.

La responsable de l'accès aux documents
et de la protection des renseignements personnels,

Original signé

Isabelle Goulet

p. j. 3

Listes des organismes publics
Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles
des organismes publics et des entreprises du gouvernement

Nom organisme public
Ministère de la Culture et des Communications
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Régie de l'assurance maladie du Québec
Ministère de la Famille
Ministère de l'Enseignement supérieur
Ministère du Tourisme
Ministère du Travail
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal
Ministère de la Sécurité publique
Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études
SigmaSanté
Centrale d'appels d'urgence Chaudière-Appalaches (CAUCA)
Centre de communication santé des Capitales
Centre d'appel d'urgence des régions de l'Est du Québec (CAUREQ)
Corporation des partenaires pour les communications santé Laurentides et de Lanaudière
Groupe Alerte Santé inc.
Centre de communication santé Estrie
Centre de communication santé de la Mauricie et du Centre-du-Québec
Centre de communication santé de l'Abitibi-Témiscamingue
Centre de communication santé de l'Outaouais
Comité de la rémunération des juges
Ministère du Conseil exécutif
Secrétariat du Conseil du trésor
Tribunal administratif des marchés financiers
Commission consultative de l'enseignement privé
Conseil du patrimoine culturel du Québec
Ministère des Finances
Centre de la francophonie des Amériques
Conseil supérieur de l'éducation
Office Québec-Monde pour la jeunesse
Retraite Québec
Commissaire à la lutte contre la corruption
Commissaire à la santé et au bien-être
Directeur des poursuites criminelles et pénales
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Commissaire à la déontologie policière

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
Conseil de la justice administrative
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial
Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
Conseil de la magistrature
Bureau du coroner
Commission des partenaires du marché du travail
Conseil des arts et des lettres du Québec
Commission des services juridiques
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
Fonds de recherche du Québec - Société et culture
Société de l'assurance automobile du Québec
Fonds d'aide aux actions collectives
Institut de la statistique du Québec
Fonds de recherche du Québec - Santé
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies
Commission de protection du territoire agricole du Québec
École nationale de police du Québec
Institut national de santé publique du Québec
École nationale des pompiers du Québec
Office de la protection du consommateur
Ministère de l'Éducation
Autorité des marchés financiers
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux
Office des professions du Québec
Commission de toponymie
Régie du bâtiment du Québec
Commission municipale du Québec
Commission de l'éthique en science et en technologie
Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales
Société du Plan Nord
Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
Régie de l'énergie
Régie des alcools, des courses et des jeux
Sûreté du Québec
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
Protecteur national de l'élève
Autorité des marchés publics
Centre d'acquisitions gouvernementales
Ministère de la Justice
Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik
Comité de déontologie policière
Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James
Commission d'accès à l'information
Centre intégré de santé et de services sociaux du Bas-Saint-Laurent
Bureau des enquêtes indépendantes

Tribunal administratif du travail
Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie
Centre intégré de santé et de services sociaux des Îles
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean
Commission québécoise des libérations conditionnelles
Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches
Commission de la fonction publique
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale
Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec - Université Laval
CHU de Québec - Université Laval
Tribunal des droits de la personne
Centre intégré de santé et de services sociaux de Laval
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec
Agence du revenu du Québec
Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière
Tribunal administratif du Québec
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke
Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal
Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal
Centre hospitalier de l'Université de Montréal
Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine
Centre universitaire de santé McGill
Institut de cardiologie de Montréal
Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel
Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais
Centre de santé Inuulitsivik (Baie d'Hudson)
Centre de Santé Tulattavik de l'Ungava (Baie d'Ungava)
Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
Office de la sécurité économique des chasseurs cris
Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James
Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord
Centre local de services communautaires Naskapi
Ministère de la Langue française
Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre
Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est
Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest
Conseil de gestion de l'assurance parentale
Tribunal administratif du logement
Institut de technologie agroalimentaire du Québec
Société de financement des infrastructures locales du Québec
La Financière agricole du Québec
Fondation de la faune du Québec
Office des personnes handicapées du Québec

Société de développement des entreprises culturelles
Musée d'art contemporain de Montréal
Musée de la civilisation
Musée national des beaux-arts du Québec
Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec
Commission de la capitale nationale du Québec
Société de la Place des Arts de Montréal
Société des Traversiers du Québec
Société du Centre des congrès de Québec
Société du Grand Théâtre de Québec
Société du Palais des congrès de Montréal
Curateur public
Société québécoise des infrastructures
Société des établissements de plein air du Québec
Corporation d'urgences-santé
Héma-Québec
Société de télédiffusion du Québec
Société québécoise d'information juridique
Société québécoise de récupération et de recyclage
Ministère des Ressources naturelles et des Forêts
Institut national des mines
Société de développement de la Baie James
Conseil du statut de la femme
Centre de services scolaire du Littoral
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
Office québécois de la langue française
Centre de services scolaire des Monts-et-Marées
Centre de services scolaire des Phares
Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs
Centre de services scolaire de Kamouraska-Rivière-du-Loup
Centre de services scolaire du Pays-des-Bleuets
Centre de services scolaire du Lac-Saint-Jean
Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay
Centre de services scolaire De La Jonquière
Société d'habitation du Québec
Centre de services scolaire de Charlevoix
Centre de services scolaire de la Capitale
Centre de services scolaire des Découvreurs
Centre de services scolaire des Premières-Seigneuries
Centre de services scolaire de Portneuf
Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy
Centre de services scolaire de l'Énergie
Centre de services scolaire des Hauts-Cantons
Centre de services scolaire de la Région-de-Sherbrooke
Centre de services scolaire des Sommets

Commission scolaire crie
Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île
Centre de services scolaire de Montréal
Centre de services scolaire Marguerite-Bourgeoys
Commission scolaire Kativik
Centre de services scolaire des Draveurs
Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais
Centre de services scolaire au Coeur-des-Vallées
Centre de services scolaire des Hauts-Bois-de-l'Outaouais
Centre de services scolaire du Lac-Témiscamingue
Centre de services scolaire de Rouyn-Noranda
Centre de services scolaire Harricana
Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois
Centre de services scolaire du Lac-Abitibi
Centre de services scolaire de l'Estuaire
Centre de services scolaire du Fer
Centre de services scolaire de la Moyenne-Côte-Nord
Centre de services scolaire de la Baie-James
Centre de services scolaire des Îles
Centre de services scolaire des Chic-Chocs
Centre de services scolaire René-Lévesque
Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud
Centre de services scolaire des Appalaches
Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin
Centre de services scolaire des Navigateurs
Commission des transports du Québec
Centre de services scolaire de Laval
Centre de services scolaire des Affluents
Centre de services scolaire des Samares
Ministère des Transports et de la Mobilité durable
Centre de services scolaire des Mille-Îles
Centre de services scolaire de la Rivière-du-Nord
Centre de services scolaire des Laurentides
Centre de services scolaire des Hautes-Laurentides
Centre de services scolaire de Sorel-Tracy
Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe
Centre de services scolaire des Hautes-Rivières
Centre de services scolaire Marie-Victorin
Centre de services scolaire des Patriotes
Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs
Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries
Centre de services scolaire de la Vallée-des-Tisserands
Centre de services scolaire des Trois-Lacs
Centre de services scolaire de la Rivéraine
Centre de services scolaire des Bois-Francs
Centre de services scolaire des Chênes
Financement-Québec

Commission scolaire Central Québec
Commission scolaire Eastern Shores
Commission scolaire Eastern Townships
Commission scolaire Riverside
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier
Commission scolaire Western Québec
Commission scolaire English-Montréal
Commission scolaire Lester-B.-Pearson
Commission scolaire New Frontiers
Cégep de la Gaspésie et des Îles
Cégep de Rimouski
Cégep Limoilou
Cégep de Sainte-Foy
Cégep de Sherbrooke
Cégep de Granby
Cégep de Trois-Rivières
Cégep de Shawinigan
Cégep de Drummondville
Cégep de Sorel-Tracy
Cégep de St-Hyacinthe
Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu
Cégep Édouard-Montpetit
Collège Lionel Groulx
Cégep de Saint-Laurent
Collège Ahuntsic
Collège de Bois-de-Boulogne
Collège de Rosemont
Collège de Maisonneuve
Cégep du Vieux Montréal
Collège de Valleyfield
Cégep de l'Outaouais
Cégep Heritage College
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue
Cégep Lévis
Cégep de Rivière-du-Loup
Cégep de La Pocatière
Cégep de Thetford
Cégep de Victoriaville
Cégep Garneau
Cégep de Matane
Cégep de Saint-Jérôme
Cégep André-Laurendeau
Collège Montmorency
Cégep de Baie-Comeau
Cégep de Sept-Îles
Collège d'Alma
Cégep de Chicoutimi

Cégep de Jonquière
Cégep de St-Félicien
Dawson College
Vanier College
John Abbott College
Champlain Regional College
Cégep Beauce-Appalaches
Cégep Marie-Victorin
Cégep Gérald-Godin
Cégep régional de Lanaudière
Université Laval
Université de Montréal
École des hautes études commerciales de Montréal
École Polytechnique de Montréal
Université de Sherbrooke
Université du Québec
Université du Québec à Montréal
Université du Québec à Trois-Rivières
Université du Québec à Chicoutimi
Université du Québec à Rimouski
Université du Québec en Outaouais
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
École nationale d'administration publique
Institut national de la recherche scientifique
École de technologie supérieure
Télé-université
Université McGill
Université Concordia
Université Bishop's

**LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR
LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS**
(RLRQ, chapitre A-2.1)

51. Lorsque la demande est écrite, le responsable rend sa décision par écrit et en transmet copie au requérant et, le cas échéant, au tiers qui a présenté des observations conformément à l'article 49.

La décision doit être accompagnée du texte de la disposition sur laquelle le refus s'appuie, le cas échéant, et d'un avis les informant du recours en révision prévu par la section III du chapitre IV et indiquant notamment le délai pendant lequel il peut être exercé.

1982, c. 30, a. 51; 2006, c. 22, a. 28.

AVIS DE RECOURS

À la suite d'une décision rendue en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnel (RLRQ, chapitre A-2.1)

Révision par la Commission d'accès à l'information

a) Pouvoir

L'article 135 de la Loi prévoit qu'une personne dont la demande écrite a été refusée en tout ou en partie par le responsable de l'accès aux documents ou de la protection des renseignements personnels peut demander à la Commission d'accès à l'information de réviser cette décision.

La demande de révision doit être faite par écrit. Elle peut exposer brièvement les raisons pour lesquelles la décision devrait être révisée (art. 137).

L'adresse de la Commission d'accès à l'information est la suivante :

Québec	Bureau 2.36 525, boulevard René—Lévesque Est Québec (Québec) G1R 5S9	Tél. : 418 528-7741 Sans frais 1 888 528-7741	Télécopieur : 418 529-3102
Montréal	Bureau 900 2045, rue Stanley Montréal (Québec) H3A 2V4	Tél. : 514 873-4196 Sans frais 1 888 528-7741	Télécopieur : 514 844-6170
Courriel	cai.communications@cai.gouv.qc.ca		

b) Motifs

Les motifs relatifs à la révision peuvent porter sur la décision, sur le délai de traitement de la demande, sur le mode d'accès à un document ou à un renseignement, sur les frais exigibles ou sur l'application de l'article 9 (notes personnelles inscrites sur un document, esquisses, ébauches, brouillons, notes préparatoires ou autres documents de même nature qui ne sont pas considérés comme des documents d'un organisme public).

c) Délais

Les demandes de révision doivent être adressées à la Commission d'accès à l'information dans les 30 jours suivant la date de la décision ou de l'expiration du délai accordé au responsable pour répondre à une demande (art. 135).

La Loi prévoit spécifiquement que la Commission d'accès à l'information peut, pour un motif raisonnable, relever le requérant du défaut de respecter le délai de 30 jours (art. 135).